



Investir dans l'éducation : un levier pour une croissance durable et inclusive de la région MENA

Salwa Trabelsi* et Rahim Kallel**

L'ASECTU n'endosse aucune responsabilité et les propos relèvent uniquement de l'auteur

Ce Policy Brief est soutenu par Savoirs éco, projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France qui vise à appuyer les Structures Productrices de Savoirs à vocation Économique (SPSE) en Tunisie.



Un rendement insuffisant des dépenses éducatives : malgré des investissements publics conséquents, les pays de la région MENA peinent à transformer ces efforts en résultats économiques tangibles.

Un frein structurel à la croissance de long terme : la faible efficacité des systèmes éducatifs limite l'accumulation du capital humain et compromet le potentiel de croissance durable.

Messages clés

Une problématique de qualité et de gouvernance : les insuffisances observées tiennent moins au niveau des dépenses qu'aux défaillances de gouvernance, à la qualité de l'enseignement et à une allocation inefficace des ressources.

Un enjeu clé d'adéquation formation-emploi : l'alignement des programmes éducatifs avec les besoins du marché du travail est indispensable pour soutenir une croissance inclusive et durable dans la région MENA.

Une réorientation stratégique nécessaire : faire de l'éducation un véritable levier de développement implique de recentrer les politiques publiques sur l'amélioration de la qualité, l'efficacité des dispositifs et le renforcement de la gouvernance.

CONTEXTE

La région MENA se trouve à un carrefour critique malgré des efforts louables et des investissements financiers considérables dans le secteur éducatif. Avec une moyenne de 4,3 % du PIB allouée à l'éducation en 2018, comparable aux 4,6 % des pays de l'OCDE, et environ 15 % des dépenses publiques totales en 2016, dépassant les 10,8 % de l'OCDE, les résultats en termes de développement humain et de croissance économique demeurent modestes, voire insuffisants. Un paradoxe alarmant avec des investissements éducatifs aussi massifs, mais des pays qui affichent un taux d'analphabétisme de 21 % en 2018, une moyenne de seulement 7,7 années de scolarité totale en 2010 (contre 10,9 pour les pays de l'OCDE), et un indice de capital humain (ICH) de 0,57 en 2018 (contre 0,75 pour les pays de l'OCDE). Les scores aux tests internationaux PISA ne font que confirmer ces disparités avec des moyennes régionales inférieures à celles de l'OCDE.

Des chiffres, qui sont loin d'être de simples statistiques, sont plutôt révélateurs d'une crise de l'efficacité éducative qui entraîne des répercussions directes et profondes sur la productivité, la compétitivité et la stabilité économique de la région. L'incapacité à traduire les investissements dans l'éducation en un capital humain qualifié et employable se traduit par une perte colossale de potentiel économique, une augmentation du chômage des jeunes et une dépendance persistante aux ressources naturelles, entravant ainsi la diversification économique et la résilience face aux chocs externes. Ce policy brief s'adresse aux décideurs politiques, aux ministères de l'éducation et des finances, aux institutions de développement et aux partenaires internationaux qui cherchent à optimiser l'impact de leurs investissements éducatifs. Sans une réforme structurelle et une réorientation des dépenses vers la qualité et l'efficacité, la région MENA risque de compromettre sa capacité à bâtir des économies diversifiées, innovantes et inclusives. Il est essentiel de passer d'une approche quantitative à une stratégie qualitative pour que l'éducation devienne le moteur d'une croissance véritablement durable et équitable.

ANALYSE

L'analyse approfondie de l'impact des dépenses publiques en éducation sur la croissance économique dans les pays de la région MENA, couvrant la période 1990-2022, révèle une réalité complexe et préoccupante quant à l'efficacité des investissements réalisés.

Les principales constatations de ce travail montrent des effets sur le PIB par habitant insignifiants à court terme et négatifs à long terme malgré des investissements éducatifs substantiels. Un constat qui peut être expliqué par plusieurs facteurs structurels, notamment la faible qualité de l'éducation, la mauvaise gouvernance et l'inefficacité dans l'allocation des ressources, mais aussi qui remet en question l'hypothèse selon laquelle l'augmentation des dépenses éducatives se traduit automatiquement par une croissance économique robuste. Ainsi, le défi pour ces pays ne se limite pas à un simple investissement en matière d'accumulation du capital humain, il s'agit de l'orienter vers des usages plus efficaces et qualitatifs, afin de le transformer en véritable levier de croissance durable.

OPTIONS POLITIQUES

Il est clair que les pays de la région MENA peinent à traduire leurs dépenses éducatives en gains significatifs de croissance économique malgré les efforts considérables. À ce niveau, une réorientation stratégique est nécessaire pour maximiser l'efficacité de ces ressources par le biais du renforcement de la gouvernance du secteur éducatif. Ainsi, la mise en place des mécanismes de gestion transparents et responsables, et la lutte de manière active contre les inefficacités administratives permettent d'assurer une utilisation plus efficace et équitable des ressources. L'amélioration de la qualité de l'enseignement à travers la formation continue des enseignants, la modernisation des infrastructures scolaires et l'intégration des technologies numériques dans les pratiques pédagogiques ne font qu'optimiser le fonctionnement du système.

“La réduction des inégalités d'accès à l'éducation est aussi un moyen pour réduire les disparités régionales”.

Cibler les zones rurales et les populations marginalisées, et promouvoir l'égalité des sexes en matière de scolarisation permet de garantir aux individus d'accéder à une éducation de qualité et de leur assurer des apprentissages utiles pour leur développement personnel. Ainsi, une main-d'œuvre bien formée et qualifiée est nécessaire pour augmenter et améliorer la productivité et la compétitivité du pays, ce qui permet de favoriser son développement économique et social. De ce fait, l'alignement des programmes éducatifs sur les besoins du marché du travail devient essentiel et fondamental à travers l'adaptation des parcours académiques et de formation dans l'optique de renforcer l'employabilité des jeunes et d'encourager les partenariats entre institutions éducatives et monde socio-économique.

RECOMMANDATION

Afin de maximiser les retombées économiques des investissements publics en éducation, les pays de la région MENA doivent adopter une approche stratégique centrée sur l'efficacité, la qualité et l'équité. Il est essentiel de prioriser les dépenses productives, notamment celles visant à améliorer la qualité de l'enseignement, à moderniser les infrastructures scolaires et à renforcer les capacités pédagogiques. Une gouvernance transparente et responsable du secteur éducatif est également fondamentale et cruciale, avec des mécanismes efficaces de lutte contre la bureaucratie et les inefficacités administratives. Par ailleurs, l'adaptation des programmes éducatifs aux besoins et aux exigences du marché du travail doit être accélérée afin de favoriser l'employabilité et l'insertion des jeunes. La réduction des inégalités d'accès à l'éducation, en particulier entre les sexes et dans les régions défavorisées, constitue un autre levier fondamental pour une croissance inclusive. Enfin, une coopération régionale renforcée et le partage des bonnes pratiques peuvent contribuer de manière significative à l'amélioration des systèmes éducatifs. Ces mesures permettront de transformer les dépenses éducatives en un véritable moteur et levier du développement durable.

CONCLUSION

Malgré les efforts soutenus en matière d'investissement éducatif, les pays de la région MENA n'ont enregistré que des résultats très limités et mitigés durant la période 1990-2022. À court terme, les dépenses publiques en éducation s'avèrent sans effet sur la croissance économique, alors qu'à long terme, leur impact est plutôt négatif.

Ce constat met en évidence des dysfonctionnements structurels tels que la faible qualité de l'enseignement, la faible gouvernance et l'allocation sous-optimale des ressources. Face à cette situation, les décideurs publics sont amenés à réorienter leurs politiques éducatives vers des investissements plus productifs, en mettant l'accent sur l'amélioration de la qualité pédagogique, la modernisation des infrastructures scolaires et le renforcement de la gestion du système éducatif. Repenser les politiques autour des principes d'efficacité, d'équité et de performance devient nécessaire afin que l'éducation puisse pleinement jouer son rôle de levier d'une croissance durable et inclusive.

RÉFÉRENCES

- Ada, A. & Acroglu, H. (2014). The relationship between human capital and economic growth in MENA countries. *Journal of Public Administration and Governance*, 4(3), 205-216.
- Aideed, B. & Abeera, A. (2018). Government expenditure on education and GDP per capita in Pakistan: An ARDL approach. *Advances and Applications in Statistics*, 55(1), 77-103.
- Amaghionyeodiwe, L. A. (2019). Government spending on education and economic growth: A case study of West African countries.
- Andreano, M.S., Laureti, L. & Postiglione, P. (2015). Economic growth in MENA countries: Is there convergence of per-capita GDPs? *Journal of Policy Modelling*, 35(4), 669-683.
- Barro, J. R. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), 103-125.
- Blankenau, W.F., Simpson, N.B. & Tomljanovich, M. (2007). Public education expenditures, taxation, and growth: Linking data to theory. *American Economic Review*, 97(2), 393-397.

asect.contact@gmail.com
Résidence Yosr, Apt B5 Avenue Hédi Noura, 2037 Enaser

Ce Policy Brief est soutenu par Savoirs éco, projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France qui vise à appuyer les Structures Productrices de Savoirs à vocation Économique (SPSE) en Tunisie.